

Dirigeants syndicaux, cessez de négocier l'attaque contre les retraites !

En octobre 2018, Delevoye a présenté aux chefs syndicaux le plan de Macron, Philippe et Buzyn pour préparer un projet de loi à soumettre au parlement fin 2019 ou début 2020 :

- Un régime unique (incluant les indépendants et liquidant les « régimes spéciaux ») ; l'exception sera, comme il fallait s'y attendre, les membres de l'appareil répressif de l'État (armée, police, justice) ; l'unification des régimes permettra de faire payer les pensions des « indépendants » (dont certains sont des patrons) par les salariés et fera converger les droits de ces derniers non vers le haut, mais vers le bas.
- Un système par points (comme celui adopté en 1999 pour les retraites complémentaires AGIRC-ARRCO gérées par les « partenaires sociaux » dont la CGT, FO et la CFDT, qui a fait diminuer le taux de remplacement de ce régime de plus de 30 %) ; le système remet dans les mains de l'État la valeur du point qui fluctuera selon le niveau de croissance, l'espérance de vie de la génération partant en retraite, plus celle-ci étant grande, plus la valeur du point baisserait, etc.

Le taux de remplacement pourrait baisser encore de plus de 20 %. Pourtant, pendant 18 mois, jusqu'en mai 2019, les chefs des organisations syndicales (CGT, FO, CFDT, CFTC, CFE-CGC, UNSA et FSU) se sont rendus docilement aux convocations du gouvernement Macron-Philippe et ont fait des « propositions » à son représentant, le « haut-commissaire » Delevoye.

Le gouvernement a ajouté au dernier moment l'âge pivot de 64 ans, conformément aux préconisations du Conseil d'orientation des retraites (auquel participent des représentants de la CFDT, de la CGT, de FO, de l'UNSA, de la CFE-CGC, de la CFTC). Mais la CFDT a renâclé sur l'âge pivot.

Fin août, rendu prudent par le mouvement inattendu des Gilets jaunes, Macron joue les prolongations, sans renoncer à l'essentiel.

Le 5 septembre, les dirigeants de FO, puis de la CFTC, enfin de la CFDT sont allés à Maignon sur rencontrer Philippe, Buzyn et Delevoye (récompensé entretemps d'un poste de ministre) pour peaufiner le projet de loi ; le 6, c'était le tour de ceux de l'UNSA, de la CGT et de la CFE-CGC.

Les partenaires sociaux ont été reçus ces 5 et 6 septembre par le Premier ministre et les membres du gouvernement chargés du dossier des retraites. L'occasion de tenter d'infléchir le projet du gouvernement. (CGT, Retraite : une autre réforme est possible, 6 septembre 2019)

Les directions syndicales continuent donc à négocier l'attaque contre les retraites, l'augmentation de la durée de l'exploitation et la paupérisation des vieux travailleurs.

Les bureaucrates se gardent bien de menacer le gouvernement de la grève générale. Certains camouflent leur soumission avec les sempiternelles diversions des « journées d'action » décréées le 13 septembre à la RATP ; le 21 septembre pour FO ; le 24 septembre pour la CGT. Leurs appels n'exigent même pas le retrait du projet du gouvernement.

Si les directions syndicales ont une nouvelle fois les mains libres pour trahir, la défaite est assurée.

Sur les lieux de travail, dans les syndicats, discutons et organisons-nous pour empêcher ce nouveau coup contre le travail, pour vaincre le

gouvernement du capital.

- Retrait du plan Macron-Philippe-Buzyn-Delevoye !
- Augmentation des cotisations patronales ! Suppression des cotisations des salariés !
- Abrogation des lois antérieures contre les retraites ! Retour aux 37,5 années de cotisation et à 60 ans d'âge de la retraite ! Calcul du montant de la pension sur les 6 meilleurs mois pour tous ! Maintien des compensations pour les femmes et les travaux pénibles ! Taux de remplacement à 75 % (sauf pour les PDG qui touchent déjà des « retraites chapeau ») ! Pas de pension au-dessous du Smic !
- Intégration des régimes de retraite complémentaires au régime général ! Une seule caisse pour tous les salariés, gérée par leurs seuls représentants !
- Boycott de la concertation ! Dirigeants syndicaux, sortez du Conseil d'orientation des retraites !
- Assez des journées d'action impuissantes ! Préparation de la grève générale jusqu'au retrait du projet de loi !

7 septembre 2019

